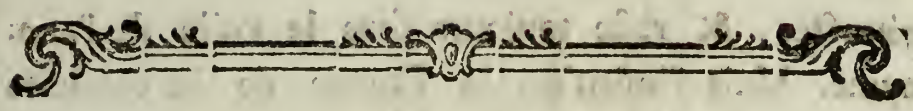


Bienvenue Julien



LETTRE
AU RÉDACTEUR
DU JOURNAL DE PROVENCE.

FRC.
5012 .1.C
Case
FRC
15282

N. 35.

MONSIEUR,

J'AI consacré mes travaux & mes veilles à mes chers Compatriotes ; mon cœur leur appartient ; je leur ai tout dévoué jusques aux foibles talens de mon esprit , & je fais en cet instant l'heureuse occasion de les employer à repousser l'attaque que vient de leur livrer la méchanceté.

L'inexactitude des faits inférés dans une de vos Feuilles , relatifs aux évènements survenus à Marseille , a servi de prétexte à des Gens mal-intentionnés , & rend la Jeunesse - Citoyenne victime des calomnies du Gazetier de Leyde. Il n'est pas étonnant que des Écrivains éloignés soient induits en erreur , lorsque ceux qui sont dans nos murs défigurent les principaux faits. Nous avons droit d'en attendre le redressement : on nous l'avoit promis : que dis-je ? on le devoit à la vérité. Cependant l'Auteur de l'article insiste à ne point se

rétracter , & reste toujours sous le voile de l'anonyme. Mais j'instruirai la France de la conduite que tous nos braves Citoyens ont tenue ; & pour le moment il n'est question que de vous prier de démentir , dans votre prochain Journal , l'inique mensonge inséré dans le N^o. 24 de la Gazette de Leyde ; le voici :

» L'élection du Comte de Mirabeau , à Mar-
 » seille , avoit été soutenue par deux cents fac-
 » tieux. M. de Mirabeau , qui fut aussi unanimement
 » élu à Aix quelques jours après , a accepté cette
 » dernière Députation & remercié à Marseille ,
 » où il est remplacé par M. Liquier , qui lui avoit
 » été subrogé ».

Cette calomnie est si grossière , qu'en examinant bien l'article , on voit que le Rédacteur le contraire lui-même. Quels étoient ces Factieux qui *soutenoient* sa nomination ? L'Auteur devoit être plus adroit , & dire qui *forçoient* ; car *soutenoient* ne peut signifier autre chose , si non qu'une cabale d'Électeurs , en faveur du Comte , soutenoit son parti contre des Électeurs opposés ; ce qui n'est point , puisqu'il est très-connu que les Nominateurs ont apporté dans l'Assemblée leur opinion libre & secrète. Veut-on prétendre qu'ils ont été contraints ? Ce fait est encore détruit par lui-même , puisque les Nominateurs des trois Ordres étoient renfermés dans leurs Chambres respectives , dont les portes étoient confiées à la garde des Volontaires-Patriotes ; & certainement ceux-ci n'étoient pas

des Factieux. Des Citoyens honnêtes , occupés à rétablir l'ordre & la paix dans leur Ville , ne peuvent mériter le reproche d'avoir fait violence à qui que ce puisse être. L'opinion générale , il est vrai , désignoit le Comte de Mirabeau : les amis de la Patrie regardoient sa nomination comme un précieux avantage pour Marseille : la plus grande partie des Électeurs partageoit ces sentimens ; mais où se trouve la force que l'on dit avoir été mise en usage ? Le vœu public seroit-il regardé comme un crime ? Je vais plus loin : des Citoyens zélés auront sollicité les suffrages : est-il rien là qui caractérise un acte de rigueur ? Et ne faut-il pas se pénétrer de la plus vive indignation , lorsque l'on considère que des Factieux ne pouvant forcer la garde établie , le reproche tombe sur les Volontaires eux-mêmes , qui dès-lors auroient été ces Factieux , dont parle l'insolent Folliculaire. Mais je poursuis ou plutôt je reprends l'article.

» M. de Mirabeau , qui fut aussi unanimement élu » à Aix , &c. » Peut-on porter plus loin la maladresse ? Des Factieux ont donc également soutenu sa nomination dans Aix : l'Adverbe *aussi* le désigne ; alors il n'a pas été *unanimement* élu. Cette expression est bien opposée à toute idée de force. Voyez comme *la calomnie & la méchanceté se débauchent elles-mêmes*. * Cependant il fut des Fac-

* Lettre du Comte de Mirabeau à M. Martin , fils d'André , Négociant estimable par ses lumières & sa probité.

nieux : nous les connoissons. Ce sont ceux qui se portèrent chez les Electeurs pour les effrayer par les plus violentes menaces , s'ils nommoient le Comte de Mirabeau ; ce sont ceux-là qu'il faut flétrir , que l'on doit regarder comme les ennemis du bien public ; voilà ceux sur la tête desquels je ferai tonner la vérité ; voilà ces coupables que je dénoncerai quand il en fera temps , que j'aurois déjà dénoncés si des sentimens de paix & d'humanité , dont ils ne sont plus dignes , ne m'avoient retenu ; si je n'avois examiné qu'ils sont couverts du titre de Citoyen qu'ils déshonorent par leur implacable acharnement à poursuivre , à calomnier , & peut-être à vouloir perdre des hommes fermes dans leurs desseins , autant qu'irréprochables dans leur conduite.

J'ai l'honneur d'être ,

MONSIEUR,

A. BREMOND-JULIEN.

Marseille, le 5 Mai 1789.